

Des Blackwaters made in Corse !

ARTICLE RÉDIGÉ PAR MORICE LE VENDREDI 4 JANVIER 2008

lu par la technologie vocale Readspeaker

L'annonce en cette fin d'année dernière de la mise en examen du président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) d'Ajaccio, Raymond Ceccaldi, va provoquer un joli séisme politico-économique dans l'île et sur le continent. On risque d'avoir un joli feu d'artifice (à tous les niveaux) dans les mois à venir, car cette incarcération surprise frappe haut, très haut. Car l'homme sent le soufre. Par ces amitiés et son bord politique. Attention on plonge dans le marigot Corse là, et comme d'habitude ça ne va pas plaire à tous.



Un [rapport passionnant](#) vieux de 10 ans de l'Assemblée Nationale avait pourtant déjà démontré très précisément des liens entre mafia et élus locaux: "On peut également déceler les traces d'une connivence ancienne, du moins dans les périodes électorales, entre les mouvements nationalistes et les élus traditionnels de l'île". Aujourd'hui ils éclatent une nouvelle fois au grand jour. Ce rapport avait été rédigé, entre autres, par Jean Glavany (président de la commission), François d'Aubert, Jean-Marie Bockel, Renaud Dutreil, François Goulard, Guy Hascoët, Patrick Ollier... Tous en charge encore aujourd'hui d'une fonction à l'Assemblée. Un extrait de ce rapport était édifiant: "Ainsi, M.Gilbert Casanova, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Corse-du-Sud, connaît quelques démêlés avec les services fiscaux et l'URSSAF. En dette d'environ 250.000 francs au titre du non-reversement de la TVA, M.Gilbert Casanova a fait l'objet, de la part des services fiscaux, d'un avis à tiers détenteur sur l'un des comptes actifs de ses sociétés".

Le rapport incendiaire n'avait rien omis ou presque sur les techniques mafieuses employées par certains: "M.Gilbert Casanova a également été assigné devant le tribunal de commerce d'Ajaccio par l'URSSAF, le 22 décembre dernier: la requête porte sur 999.413,19 francs de cotisations sociales impayées, certaines depuis 1995. Quelques jours plus tard, dans la nuit du 8 au 9 janvier 1998, le garage de M.Casanova était gravement endommagé par un attentat, détruisant au passage toute la comptabilité de la société". Bref, en Corse, les explosions servent à tout: à faire peur aux continentaux qui viennent juste de voir finir leur nouvelle villa qui se retrouve satellisée en pleine nuit, aussi vite que pour un lancement d'Ariane, mais aussi à effacer des traces compromettantes si besoin était. Un faux tract nationaliste laissé ostensiblement sur place et le tour est joué. [Le 4 mars 2005](#), Casanova a été condamné à 3 ans de prison ferme et 5 ans d'interdiction de droits civiques. Le détournement, au total, s'élevait alors à 2,2 millions d'euros.

L'histoire d'aujourd'hui commence il y a sept ans déjà. En 2000, en plein boum des affaires corses mêlant pouvoir en place et autonomistes, qui cherchent alors une voie de sortie politique (la négociation plutôt que les attentats), le 22 janvier exactement, s'organise une réunion dans les locaux du Grand Orient, à Paris, avec trois membres du conseil de l'ordre: Simon Giovannai, Raymond Ceccaldi et Serge Jakobowicz, le délégué national du PS, chargé alors des droits de l'homme et de l'antiracisme et d'autres invités. [Selon l'Express](#) qui relate l'affaire, "l'un d'entre eux, au passé «musclé», est un ancien proche d'Alain Orsoni, aujourd'hui réfugié en Amérique du Sud. Un autre est connu comme un militant actif du FLNC-Canal historique. Par ailleurs, un second membre éminent de la direction du Parti socialiste participe à ce conclave." Lequel? On ne le sait pas, mais on bel et bien du beau linge sur place. Le PS de Jospin, gêné aux entournures par cette fuite provenant du quotidien La Croix, fait le mort et ignore l'existence même de la réunion. C'est comme ça malgré tout qu'on apprend que Ceccaldi est donc corse, franc-maçon et plutôt PS que droite, ce qui donne un beau cas d'espèce aujourd'hui avec ses tourments judiciaires. Et une incarcération, le 20 décembre dernier, phénomène rare à ce stade de l'enquête, demandée par la Juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Marseille. Avec des accusations graves à la clé de "favoritisme, escroquerie en bande organisée, détournement de fonds publics et association de malfaiteurs". "Association de malfaiteurs", pour un notable, franc-maçon, tendance PS? Joli prise! Gros poisson! Et surtout joli exemple de fonctionnement "à la corse", décidément à part en tout dans le paysage politique et économique français.

L'homme est arrêté en compagnie de Nadine Nivaggioni de Unione Naziunale, un mouvement nationaliste. La propre femme d'Antoine Nivaggioni, surnommé "Gennaro" considéré depuis toujours comme le lieutenant d'Alain Orsoni, l'un des fondateurs du FLNC, un "Gennaro" qui et en fuite, lui, depuis le 19 novembre dernier, recherché pour malversations ayant pour trait sa société, la SMS. C'est donc un ancien membre du mouvement nationaliste corse Mouvement Pour l'Autodétermination (MPA), qui a fondé cette fameuse SMS. Pour Société Méditerranéenne de Sécurité, mise en cause aujourd'hui par un juge d'instruction. Et déjà mise en cause à plusieurs reprises. Antoine Nivaggioni, avant de prendre la poudre d'escampette, s'était octroyé un salaire de 16 000 euros annuels seulement pour passer inaperçu... mais à quand même fait tilter les détecteurs de Tracfin en s'octroyant des prêts personnels allant jusqu'à 1,5 million d'euros. Pour en faire quoi? Ah ça, l'enquête le démontrera. De toute manière elle ne fait que commencer et remue déjà un joli paquet d'embruns. Je n'ai pas dit de [Brise de Mer](#), mais c'est tout comme.

Dans le rapport Marion de juillet 2000, justement, sur la [Brise de Mer](#), on trouve cette note "l'intérêt porté par les Corses à l'exploitation d'établissements de jeux tant en France qu'à l'étranger rend crédible les rumeurs fondées sur l'importance des mouvements de fonds engendrés par la gestion des salles de jeux et supposés donner lieu à des opérations de blanchiment". Un très intéressant article du Canard Enchaîné du [2 janvier 2008](#) nous le rappelle, à propos du [Cercle Concorde](#), à Paris. Lors d'une fusillade qui fait trois morts le 4 avril 2006 dans une brasserie, à Paris, un homme est blessé... et se retrouve discrètement accueilli dans une clinique privée: c'est Ange-Toussaint Federecci, qui, vous l'avez deviné... est un truand (corse!). En fait, l'homme, par de nombreux coups de fils, conduit directement à Paul Lantieri, le gérant officiel du Concorde, un cercle de jeux [obligé de fermer](#) ses portes pour diverses infractions... pour les rouvrir en 2006, aidé par un rapport d'un sénateur UMP Toulonnais, François Trucy, qui déclare sans rire que "le monde des casinos et des jeux est devenu très transparent"... [Trucy](#) est un cas à part, semble-t-il, ayant une carrière [plutôt peu sereine](#), disons. Mais à Toulon, "tout est possible" il est vrai: [Yann Piat](#) est là pour nous le rappeler. Elle était sur la même piste des collusions politico-mafieuses. En octobre 1997 paraîtra même un livre qui fera scandale, désignant, sous des pseudonymes transparents les noms de François Léotard et Jean-Claude Gaudin comme étant les véritables commanditaires du meurtre!

Pour expliquer la réouverture en 2006 du [Concorde](#), le confrère au bec acéré cite le coup de pouce donné par un sportif proche de Chirac... en fait Bernard Laporte... qui conduit directement à son conseiller, Franck Giovannucci, qui fut le directeur de cabinet de Roland Francisci, ex-président du conseil général de Corse du sud... La gauche a donc Ceccaldi, la droite Lantieri... lui aussi parti se faire bronzer ailleurs qu'à Paris depuis... novembre dernier (il est en fuite également). Impressionnant, quand on sait que son propre frère n'est autre que l'actuel [maire de Bonifacio](#)... visé lui aussi ainsi que sa femme par des attentats déjà, en 1996. Autre épiphénomène du cercle Concorde, [Paul Barril](#), l'homme aux [faux pistolets](#) irlandais, lui aussi mis en examen dans cette affaire qui sent le vieux film noir façon Le Gorille. Parmi les [personnes écrouées](#) à ce jour on a aussi Raffali, le propre fils de Nick Venturi... un autre personnage de la French Connection (dont le frère Jean était le représentant de

Ricard aux USA...!!!). A noter que depuis que les têtes tombent, grâce au travail de juges d'instructions perspicaces et pas mal têtus, personne n'a fait remarquer que ce cercle aux activités plus que douteuses, déjà remarquées par Marion, qui doit en savoir beaucoup plus qu'il n'en a pu en dire jusqu'ici au procès Colonna, avait bénéficié du laxisme des deux derniers ministres de l'intérieur en charge du problème pour des raisons qui échappent encore aujourd'hui aux enquêteurs. Comme pourquoi aussi tant d'hommes pressés prennent l'avion en Corse ou dans l'hexagone ces derniers mois pour ne plus jamais remettre les pieds en France. A faire douter de l'efficacité de notre police des frontières, si prompte ses derniers temps à renvoyer chez eux une autre catégorie de population.

Concernant les malversations supposées de la SMS, il y en a une qui peut retenir notre attention: celle de l'attribution de la sécurité à l'aéroport de Hyères-Toulon. C'est la SMS qui l'a obtenue, "évidemment" grâce à l'intermédiaire local, à savoir le président du Medef du Var, Gérard Cerruti, accusé aujourd'hui de favoritisme. A juste raison semble-t-il, malgré les dénégations de notre homme: lors de l'attribution du marché, deux sociétés arrivaient en tête lors d'un premier tour. Pourtant le marché n'avait pas été attribué! C'est au second tour que la SMS avait été choisie... par un gros coup de pouce, ou de larges liasses on suppose, adroitement disséminées ici et là. L'homme en cause n'a pas joué la carte franc-maçonne, non, lui l'a joué plus "classique": il est membre depuis toujours du Rotary Club du Var! Cette méthode ou une autre. Car d'autres personnes sont concernées, dans cette attribution de marché de dernière minute: Lucien Perez, l'un des membres de la commission d'appel d'offres de la C.C.I. de Corse du Sud. qui avait déjà pourtant été condamné, le 4 décembre dernier, à 5000 euros d'amende, pour prise illégale d'intérêt par le tribunal d'Ajaccio a lui aussi été arrêté la semaine dernière, apprend-t-on. Lucien Perez faisait partie tout simplement de la fameuse commission d'appel d'offres qui a attribué les marchés à la S.M.S... juste avant d'y être embauché officiellement!!! Un fabuleux hasard qui le rend directement coupable devant les tribunaux de prise illégale d'intérêts (plus flagrant ça doit être difficile: se faire embaucher par la société qu'il a lui même sélectionnée!). Quand au président de cette fameuse commission d'appel d'offres, Francis Pantalacci, il s'est tout simplement volatilisé lui aussi (encore un dans la nature): vivre des bénéfices des transaction d'aéroports peut aider, parfois, à prendre la poudre d'escampette plus rapidement que d'autres, ma foi.

Les aéroports, ces plaques tournantes, semblent liés en Corse à tous les trafics et toutes les malversations: Robert Feliciaggi, maire de Pila-Canale, qui avait fait fortune en Afrique dans l'import-export et les jeux, en avait fait l'amère expérience: il est mort assassiné sur le parking de l'Aéroport d'Ajaccio le 11 mars 2006, il n'y a pas si longtemps que ça. Ironie du sort, Pila-Canale est aussi le "fief de la famille Colonna"... lors des élections législatives de 1997, M.Feliciaggi était le suppléant de M.Denis de Rocca Serra... et adversaire de M.Jean-Paul de Rocca Serra. En Corse, rien n'est simple, apparemment, en politique comme ailleurs. En Corse comme à Paris, un peu sur-représenté en députés d'origine corse. Avec un résultat surprenant: "*Leur attachement à la Corse semble viscéral mais leur action politique en faveur de l'île est inexistante*" comme le cite l'auteur [de la page concernée](#). En résumé, ce n'est pas la politique qui les intéresse vraiment pour la Corse. L'homme était un proche de... Charles Pasqua. Et ancien aussi de la French Connection, comme leur ami commun, Jean-Jérôme Colonna, décédé dans un accident de voiture en Corse-du-Sud le 1er novembre 2006 à l'âge de 67 ans. Pour beaucoup un étrange accident. "*Ayant, lui aussi, assumé des activités mafieuses sur le continent, il s'est enfui en Argentine après avoir été condamné par les tribunaux à 20 ans de réclusion criminelle*" dit sa biographie. Une des amies de Nivagioni habite encore dans l'appartement de Feliciaggi, comme quoi la Corse c'est tout petit aussi, finalement... entre mafieux.

En fait, le distinguo entre politique, économique et mafia est depuis longtemps obsolète en Corse. Trop d'individus dont désormais partie des trois à la fois. Comme le disait Hérodote (la revue): "*Le Mouvement pour l'autodétermination, MPA-Canal habituel, surnommé dans l'île le " mouvement pour les affaires ", est majoritairement composé aujourd'hui de socio-professionnels du tourisme et du commerce, d'entrepreneurs et de membres de professions libérales. Le trésor de guerre amassé durant les années grâce au racket a été réinvesti: hôtels, commerces, bars, machines à sous, principalement localisés dans le golfe d'Ajaccio et le port de l'Amirauté, l'extrême sud et la Balagne, le continent et l'étranger. Les militants de ce courant nationaliste ont désormais un patrimoine à protéger et à faire fructifier. Ils sont entrés dans une phase d'investissement et de revitalisation du littoral insulaire (...), ils ne parlent plus d'indépendance, mais de développement économique géré par les pouvoirs locaux. (...) Ces nationalistes sont mûrs pour revendiquer à leur tour une paix civile garante de prospérité économique.*" Une paix qui peut à tout moment voir ressortir les flingues, histoire d'assurer le marché ou de le garantir. Système purement mafieux, ayant une façade de nationalisme qui ne leurre plus que ceux qui veulent ne pas voir les réalités en face.

La politique mêlée de procédés mafieux s'invite donc partout, jusque dans les cercles de jeux parisiens. La SMS, assurait déjà des prestations pour l'aéroport d'Ajaccio avant d'être retenue de la manière que l'on sait, mais également pour le port autonome de Marseille. Les vigiles de Nivagioni sont partout depuis: stades de foot, hopitaux... et jusqu'aux studios de France 3 et le siège du conseil général de Corse-du-Sud! **Un mini Blackwater corse?** Exactement!! Un ton en dessous, des Kalachnikovs en moins, mais les mêmes méthodes: "*Un petit groupe d'hommes aux liens notoires avec les nationalistes corses a pris le contrôle de plusieurs aéroports du Midi, ils ont pu assurer en toute tranquillité le transit de n'importe quel passager et de n'importe quel bagage entre la Corse et le continent. On imagine quel profit ils ont pu en tirer...*" dit l'Express. Ah, ah, l'aveu est de taille. Des mercenaires chargés de protéger des paquets compromettants, que cela peut-il signifier? Des machines à sous clandestines? Et "des hommes" du même tonneau: des activistes recherchés, des mafieux, engoncés dans des limousines 4x4 aux carreaux noircis siglées SMS? Intéressant, intéressant. On dit comment Blackwater en corse? On songe aussitôt à d'autres trafics, avec d'autres moyens, à d'autres endroits: comme ces Grumman Gulfstream qui s'écrasent au Yucatan avec **4 tonnes de cocaïne à bord**, emballés dans des sacs de l'armée US, avec comme pilotes des individus fichés chez une officine de la CIA... et un appareil ayant servi à plusieurs reprises à véhiculer les prisonniers de Guantanamo!

Parfois, quand on n'arrive pas à obtenir les marchés souhaités, en Corse, on vous l'a dit, le vieux réflexe est de sortir les armes. Ou les explosifs. Dans la nuit du 17 au 18 Aout 2007, deux nationalistes Stéphane Amati et Antoine Scinto sont déshabillés par l'explosion prématurée de leur bombe. Leur cible? des **hélicoptères bombardiers d'eau**, sur leur base près de Corti. Ceux de la société Yankee Lima, provenant de l'hexagone, à Cannes exactement (on retombe dans le Var). Automatiquement, on pense à sa redoutable concurrente Corsaeus... qui s'en défend:

"*S'il est exact que la société Corsaeus Hélicoptère a été écartée du marché feux du SDIS Haute-Corse dans des conditions qu'elle conteste devant le tribunal administratif de Bastia, ce n'est pas pour autant qu'elle ait pu être prenante dans la tentative d'attentat contre sa concurrente; ordinairement ce n'est pas la procédure suivie si l'on veut utiliser les moyens illégaux*", dit son **directeur** dans un **journal du crû**. Corsaeus, en réalité, n'avait aucun bombardier d'eau en propre: elle louait ces deux «Ecoreuils» à une entreprise continentale pour les louer, «moyennant une forte commission», au service départemental d'incendie et de secours... On comprend que le le Conseil général de Haute-Corse ait fini par en avoir assez de payer aussi cher un service que d'autres pouvaient offrir, en déboutant Corsaeus lors d'un appel d'offres en bonne et due forme. Le gérant du garage où travaillait Schinto, on l'a découvert après, était détenteur d'actions chez Corsaeus! Accessoirement, c'est dans sa voiture qu'on va transporter de nuit un troisième larron, blessé dans l'explosion accidentelle. En Corse, il n'y a donc aucun petit profit. Même ceux qui consistent à rendre les interventions sur les feux de forêt moins fréquentes, faute de pratiquer des tarifs excessifs... à côté des corps, on retrouve un communiqué: "*Revendiquons action contre société Yankee Lima, cette action visant à dénoncer l'accaparement de ce marché par une société française dans un tissu économique exsangue et ce, malgré la présence de sociétés insulaires hautement qualifiées*". Dans une interview, quelques jours après, le dirigeant du groupe auteur de l'attentat tente d'expliquer son action dans un **galimatias économique-politique** qui pourrait prêter à sourire s'il n'y avait pas eu mort d'hommes: "*L'attentat contre la société d'hélicoptères Yankee Lima illustre particulièrement notre volonté de résistance à l'assujettissement de notre peuple au pouvoir marchand et au diktat du marché et de la finance mondiale.*" Comme on ne comprend pas encore le corse, on traduira par: "*notre action a visé à éliminer un concurrent économique, mais on ne peut pas vous le dire comme ça, on*

passerait pour de simples grigous sans foi ni lois".

Et puis il y a encore d'autres moyens pour y arriver en Corse. Tenez, prenons la grève. Ça peut être aussi efficace que les armes, ou presque. Depuis Noël dernier, on entre et on sort quand on veut et ce qu'on veut de Corse, à partir de Marseille: le contrat de SMS devait s'arrêter le 31 décembre, mais l'entreprise qui a repris le marché, Sécurité, n'a pas repris 3 employés de SMS, dont deux leaders syndicalistes CGT. Résultat, la zone des passagers en partance pour la Corse ou le Maghreb n'est plus surveillée depuis le 24 décembre dernier. Nationalistes ou Cégétistes, dans ce cas? La frontière devient mince, quand il s'agit avant tout de sauvegarder des intérêts tout ce qu'il y a de plus personnels, en mettant en grave danger, durant la période des fêtes, une telle plaque tournante méditerranéenne. Si ça ne suffit pas encore, on peut aussi créer une [psychose](http://www.avignon.ville.orange.fr) à la bombe: le 15 décembre dernier, un Ferry algérien, le Tariq, doit rebrousser chemin après une alerte. Chez Sécurité, on est pas à l'abri des changements d'appels d'offres, souvent synonymes de pertes d'emplois pures et simples. Les sociétés ayant emporté le marché se sont engagées souvent à reprendre les personnels, le hic, c'est que [ça ne se passe pas toujours comme ça](#)...

De tout cela, il ressort que le rapport Glavany, dix ans après, n'a pas pris une ride, et que les intérêts de la politique et de l'économie sont dictés avant tout en Corse par des intérêts personnels et des luttes de clans mafieux. Le procès d'Yvan Colonna avait révélé des propos plutôt diffus sur l'acte politique que représentait l'assassinat du préfet. On constate aujourd'hui que cette politique n'est qu'une façade pour cacher d'autres intérêts, et que la plupart des exactions et des [plasticages](#) en Corse relèvent simplement d'une criminalité ordinaire qui avance masquée sous un fatras de propos politiques revendicatifs. Bientôt, on en conclura qu'un préfet, en France, est mort pour une sombre histoire de machines à sous.

PS: gag amusant, on peut espérer qu'il ne s'agit que d'un cas d'homonymie: parmi les nombreuses personnes en fuite figure Francis Pantalacci. Or une page obscure d'un admirateur des paysages corses nous indique qu'un dénommé Francis Pantalacci est le gardien du refuge de Suragheddu (qui veut dire "essoufflé"), qui est le nom du col situé près du refuge d'[Usciolu](#). Colonna en berger, Pantalacci en gardien de refuge?

diffuser vos informations, **DEVENEZ REDACTEUR**